

**16ème Congrès de l'Association Internationale des Juristes Démocrates. Thème 4 –
Terrorisme, Droits de l'Homme et Droit à la Résistance**

**Les Etats-Unis d'Amérique du Nord, le Droit International
et leurs intérêts**

António Bica

Résumé

Sous prétexte de répondre aux terribles événements du 11 septembre 2001 et de combattre le terrorisme, le gouvernement des Etats-Unis a mis en place un réseau militaire permanent de vigilance en marge de l'Organisation des Nations Unies, s'autorisant le droit de faire la guerre à des pays qu'il accuse de contrarier ses propres intérêts américains, tel qu'en Irak, où depuis le printemps 2003, il fait la guerre au peuple d'Irak, en y détruisant son économie, en provoquant la mort de milliers de victimes et qu'il menace aussi la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord de leur faire la guerre. La globalisation financière, économique et de l'information est en train d'être menée d'une main policière militaire américaine, en marge du droit international. Il est temps que le gouvernement américain réfléchisse. Mais il ne l'a pas encore fait. Le désir irrationnel de vengeance, l'esprit de croisade et de domination mondiale ont vaincu, ajoutant encore plus de morts aux déjà morts, plus de crimes aux crimes, et augmentant le désespoir de tous ceux qui sont toujours dans l'attente de la justice.

Sur le plan des droits de l'homme, le gouvernement des Etats-Unis a réintroduit ce que l'on pensait définitivement écarté: la prison sans raison valable, pour un temps indéfini, sans droit de défense, la pratique de l'humiliation et de la torture des prisonniers, la création «d'îles» de «non-droit» dans lesquelles sont maintenus ceux qui s'opposent, leur niant un statut de prisonnier de guerre et le droit à la défense.

Suivant cette politique de non respect du droit international, le gouvernement des Etats-Unis pourrait faire que son pays récolte à nouveau le fruit amer de l'injustice, même plus amer que celui récolté lors de la stupéfaction du 11 septembre 2001.

Ce que le président américain Bush a déclaré en se référant à Bin Laden, «comme au temps du Far West (des cow-boys) où l'on recherche mort ou vif» est un mauvais présage. Ne le trouvant pas, ou ne voulant pas le retrouver, ni vivant ni mort, malgré le colossal pouvoir militaire, économique et technologique, le gouvernement américain continue à s'accorder le droit d'intervenir par la force là où il le décide, en invoquant à la fois ses intérêts et la lutte contre le terrorisme, terrorisme qu'il fomenté chaque fois davantage par son arrogance et par ses actions unilatérales.

Le fondamentalisme islamique le plus rétrograde né en Arabie Saoudite, dans la deuxième moitié du 20ème siècle, soufflé et organisé par les gouvernements successifs américains dans le cadre de la Guerre Froide est bien le contrepoint de la politique actuelle du gouvernement américain. Tels Diable et Grand Satan, ils mènent la danse infernale dont les victimes sont les peuples du monde.

**16ème Congrès de l'Association Internationale des Juristes Démocrates. Thème 4 –
Terrorisme, Droits de l'Homme et Droit à la Résistance**

**Les Etats-Unis d'Amérique du Nord, le Droit International
et leurs intérêts**

António Bica

Le 11 septembre 2001, deux avions de ligne partis de Boston ont détruit les deux plus hautes tours de New York, où s'effectuait le contrôle de la finance mondiale. Un autre avion, ayant décollé de Washington, a détruit partiellement l'édifice du Ministère de la Guerre (connu sous le nom de Pentagone), dans cette même ville, capitale des Etats-Unis. Les avions ayant atteint le Pentagone et les tours de New York ont été dirigés sur leurs cibles. Un groupe de passagers, aptes à piloter, a forcé les pilotes de ligne à leur abandonner les commandes pour percuter les édifices.

Ces actions furent terribles. Des milliers de personnes y trouvèrent la mort.

Le président des Etats-Unis d'Amérique du Nord a considéré ces actions non comme des actes criminels, mais comme des actes de guerre, définis comme des actions d'hostilité militaire entre états ou bien d'hostilité militaire entre organisations politiques d'un même état qui se disputent le pouvoir politique. Dans ces deux cas, les adversaires sont définis et connus. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé aux Etats-Unis le 11 septembre 2001.

S'agit-il d'actes de guerre, comme l'a déclaré le président des Etats-Unis ou s'agit-il d'actes criminels ?

Crimes ou actes de guerre

La dénomination n'est pas indifférente.

S'il s'agit d'actes de guerre, en considérant la pratique militaire du 20^{ème} siècle, la mort de civils est une conséquence admise par les Etats-Unis, comme ils l'ont fait durant la Deuxième Guerre mondiale, lors de bombardements incessants, ayant entraîné des centaines de milliers de morts, et détruisant des maisons des civils à la fois dans des villes allemandes, comme Dresden, ou dans des villes sous occupation allemande, mais encore dans des villes japonaises telles que Tokyo, Hiroshima et Nagasaki, ces deux dernières anéanties par des bombes atomiques. Ensuite, cette pratique a été mise en œuvre au Vietnam dans les années 60 et 70, et dernièrement lors des conflits en Yougoslavie où les Américains ont justifié les nombreuses morts de civils et les attaques de bâtiments non-militaires, comme la télévision yougoslave et l'Ambassade de Chine, d'admissibles «effets collatéraux».

Qui est l'auteur de ces actes ?

En qualifiant les actes de destruction et de mort du 11 septembre 2001 d'actes de guerre, le gouvernement américain a déclaré la guerre à ceux qui les avaient organisés. Or, comme aucun gouvernement n'a revendiqué ni les destructions des édifices ni les morts du 11/9/01, le gouvernement américain s'est octroyé le droit de faire la guerre à l'Afghanistan, censé être le lieu d'installation des commanditaires d'Al-Qaïda, à qui ces actes avaient été attribués.

Ce qui fut alors dit aux Etats-Unis puis repris par le gouvernement britannique a généré des actions militaires de grande envergure coûtant la vie à de nombreux civils,

détruisant habitations et structures économiques en Afghanistan, sur la base que ce pays accueillait sur son sol Bin Laden, considéré être le chef d'Al-Qaïda et qui d'après les déclarations du gouvernement américain, avait organisé et ordonné la destruction des trois édifices le 11 septembre 2001.

Même si les informations données par le gouvernement américain au sujet de Bin Laden s'avéraient exactes, les événements survenus à New York et à Washington ne sont pas des actions de guerre, mais bien des actes criminels. Le gouvernement américain avait le droit et le devoir de rechercher les responsables de ces crimes afin qu'ils soient jugés, mais non le droit de déclencher des actions militaires en l'Afghanistan ou en quelque autre pays.

La complexité des faits

Pour mieux comprendre les faits et leurs complexes motivations, il n'est pas inutile de rappeler que Bin Laden a suivi des études supérieures en Angleterre, et que dans les années 80, il a été financé par le gouvernement américain pour recruter, endoctriner, entraîner et armer des jeunes dans les pays islamistes afin de les utiliser ensuite en Afghanistan contre les troupes soviétiques.

C'est ainsi qu'il a bâti sa fortune. Suite au retrait des soviétiques de l'Afghanistan, il a encadré de jeunes fondamentalistes islamiques qui avaient combattu en Afghanistan, dès leur retour dans leurs pays d'origine, comme en Algérie, au Soudan, en Egypte et en d'autres pays.

La faction Taliban, qui en 2001 détenait le pouvoir dans la plupart du territoire afghan, y était parvenu grâce au soutien du gouvernement américain, par le biais du gouvernement pakistanais qu'il contrôlait. Le soutien aux Talibans, qui sont des islamistes sunites wahabites radicaux, avait pour but d'empêcher le partage du pouvoir avec les Afghans islamiques chiïtes pro-iraniens, puisque le gouvernement américain persistait à considérer le gouvernement iranien comme l'ennemi de la région, alors que dans les années 70, ce gouvernement avait succédé au roi despote protégé des américains : le Sha de Perse.

Après la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dans le Moyen-Orient, le gouvernement des Etats-Unis s'est substitué à la domination impériale de l'Angleterre.

Il avait intérêt à dominer les gouvernements de la région pour contrôler le pétrole et protéger les juifs installés en Palestine à l'abri de la Déclaration Balfour.

Pour cela, il a soutenu les régimes conservateurs autocratiques de l'Egypte, de la Libye, de l'Irak, de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes.

L'Iran, pays de monarchie constitutionnelle, a vu en 1953, les Américains en collaboration avec les Anglais, conspirer et renverser le progressiste Mossadegue, ayant remporté les élections législatives, afin de remettre le pouvoir politique au roi qui sous influence américaine, a instauré un régime despotique dans le pays.

En Egypte, au début des années 50, le mouvement des jeunes militaires laïcs et progressistes a renversé la monarchie et a contribué avec Nasser à la réforme agraire, à la nationalisation du Canal de Suez, à la défense du nationalisme arabe et il a proposé son soutien au peuple de Palestine expulsé de ses terres par les Juifs et par l'état d'Israël.

En Irak, le parti Baas a suivi l'exemple des jeunes militaires égyptiens, renversant la monarchie mise en place par les Anglais après la défaite des Turcs lors de la Première Guerre mondiale.

En Libye, un mouvement de jeunes militaires a également suivi l'exemple égyptien, et a renversé la monarchie.

Les gouvernements successifs américains se sont inquiétés à la fois de ce renforcement du front arabe contre l'état d'Israël, ayant vu le jour en 1948, et également des revendications de ces nouveaux gouvernements progressistes et laïcs qui prônaient que les ressources nationales, dont le Canal de Suez et le pétrole, devaient être utilisées pour développer la richesse nationale, l'éducation et la promotion de l'égalité des individus y compris celle des femmes.

Le gouvernement américain sentit ce qu'il jugeait être ses intérêts au Moyen-Orient menacés par ces régimes politiques progressistes arabes. Au même moment, le régime monarchique autocratique et médiéval de l'Arabie Saoudite redoutait d'être renversé. Les deux gouvernements se sont alors alliés pour combattre les régimes que le nationalisme progressiste et laïc arabe faisait émerger au Moyen-Orient à partir du début des années 50.

Le combat s'est organisé sur la base idéologique du courant religieux fondamentaliste wahabite, religion suivie en Arabie Saoudite, exécutant les instructions stratégiques émises par les Etats-Unis et bénéficiant de l'appui financier de l'Arabie Saoudite. Sous contrôle des Etats-Unis, l'Arabie Saoudite a envoyé des millions de dollars accompagnés de prédicateurs wahabites saoudiens vers les pays arabes de régimes laïcs progressistes.

Ces prédicateurs ont employé l'argent pour organiser, sous couvert de la religion, les couches sociales les plus pauvres et les fanatiser contre la laïcité des régimes de leurs propres pays. Ainsi sont nés et se sont développés, dès le début des années 50, les mouvements politico-religieux fondamentalistes en Egypte (Frères musulmans), en Irak, en Syrie, en Libye et en Algérie, inspirés par le courant religieux wahabite. En Palestine, dans le même dessein, Israël a fomenté la naissance et l'implantation du Hamas.

Lorsque, dans les années 70, au sein de la monarchie constitutionnelle de l'Afghanistan, les partis progressistes, avec parmi eux le Parti Communiste, ont remporté les élections, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ont envoyé à la fois argent et prédicateurs wahabites pour combattre le nouveau gouvernement. Face à l'instabilité politique ainsi générée, le gouvernement afghan, au sein duquel le Parti Communiste avait un poids considérable, a demandé un renfort militaire à l'Union Soviétique, qui n'a pas eu le bon sens de prêter uniquement des armes.

L'arrivée des forces militaires soviétiques en Afghanistan a amené les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite:

- à recruter de jeunes fondamentalistes religieux dans les pays arabes et musulmans, où ces organisations politico-religieuses d'opposition aux régimes progressistes avaient été créées,
- à entraîner ces combattants,
- à les armer,
- et à les envoyer en Afghanistan.

Pour l'Union Soviétique, ce fut du même ordre que ce qu'avait été le Vietnam pour les Etats-Unis.

Originaire d'Arabie Saoudite, Bin Laden, religieux fondamentaliste wahabite, a été l'un des ces envoyés pour recruter, endoctriner et entraîner les jeunes combattants islamiques fondamentalistes.

A la fin des années 80, la guerre contre le régime progressiste et les soviétiques en Afghanistan s'est terminée. Début des années 90, l'Irak a envahi le Koweït, émirat arabe grand producteur de pétrole.

L'Arabie Saoudite, pays voisin, s'est sentie menacée.

Le gouvernement américain a estimé que le contrôle politique par l'Irak d'une si grande réserve de pétrole, c'est-à-dire celle de l'Irak et du Koweït, pourrait être une menace pour ses intérêts, nonobstant le régime iraquien de Sadam, bien que d'origine progressiste et laïc, soit, début des années 80, au service du gouvernement américain, pour combattre le régime clérical chiite de l'Iran.

Pour combattre le gouvernement iraquien, il a fallu installer des bases militaires américaines en Arabie Saoudite. Le roi d'Arabie a accepté et les fondamentalistes religieux wahabites ne s'y sont pas opposés, car l'action militaire était dirigée contre le régime iraquien de matrice progressiste et laïque.

Les Iraquiens furent expulsés du Koweït, mais les soldats américains restèrent en Arabie Saoudite. Le courant le plus dur du fondamentalisme arabe wahabite, auquel appartient Bin Laden, s'est alors opposé à ce que les troupes américaines continuent à occuper l'Arabie Saoudite après la guerre de 1991 contre l'Irak arguant que leur religion n'était pas de l'Islam.

C'est ainsi que le courant politico-religieux wahabite le plus fondamentaliste, avec à sa tête Bin Laden, a commencé à gagner du terrain et à se retourner contre les Etats-Unis, et ce, bien qu'ayant été précédemment au service de la politique américaine au Moyen-Orient.

Le conflit en Palestine

Les organisations islamistes radicales, dont celle de Bin Laden, ont défendu et pratiqué des actions contre les Américains à cause de leur soutien militaire, économique, et diplomatique à leur inconditionnel allié, l'état d'Israël ; alors que celui-ci, depuis presque 50 ans, maintient l'occupation militaire du pays des Palestiniens, usurpe leurs terres pour y installer des colonies juives, détruit systématiquement leurs maisons, assassine des dirigeants palestiniens, et depuis 1948, expulse des centaines de milliers de Palestiniens de leurs maisons et de leurs terres. Tout cela malgré les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui reconnaissent aux Palestiniens expulsés par l'état d'Israël, le droit de retour dans leurs foyers et sur leurs terres, et qui ont ordonné le retrait militaire des territoires de Palestine ainsi que le démantèlement des colonies juives. Cette situation d'injustice se maintient car les Etats-Unis servent de bouclier protecteur à l'état d'Israël.

Le facteur religieux

Dans le conflit entre Palestiniens et état d'Israël, chaque partie suit sa religion : les Palestiniens l'islamisme, l'état d'Israël le judaïsme.

Ainsi dans ce conflit vieux de plus de 50 ans, d'un côté une religion est facteur d'unité entre les Juifs du monde entier, peu nombreux mais très puissants puisqu'ils contrôlent la grande finance mondiale, les moyens de communication américains et européens, et de l'autre côté, une religion est facteur d'unité entre les suiveurs de l'Islam, qui sont en majorité pauvres mais nombreux environ 800 millions dans le monde.

Lorsque les religions pénètrent la politique, cette dernière abandonne rapidement discours rationnels et attitudes pragmatiques pour adopter des positions inflexibles. Il en a été ainsi au XII^{ème} et XIII^{ème} siècles avec les Croisades en terre de Palestine, puis au XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles avec les guerres de religions entre catholiques et protestants en Europe, puis plus récemment dans les années 90, lors de la guerre entre croates

catholiques, serbes orthodoxes et bosniaques musulmans en Yougoslavie, et encore aujourd'hui en Irlande du Nord entre catholiques et protestants.

La situation la plus injuste de ce conflit, où frontières de guerre sont aussi frontières de religions, est celle de la Palestine. Aucune issue ne se profile pour ce perpétuel martyr des Palestiniens, et cela uniquement parce que le gouvernement américain soutient l'état d'Israël même dans ses actions de flagrante injustice.

C'est pourquoi, il n'est pas étonnant que cet affreux conflit palestinien perdure et serve de justification, parmi les centaines de millions de pratiquants de la religion islamique, pour la création de mouvements religieux contre l'injuste occupation israélienne et contre le soutien du gouvernement américain à celle-ci.

La guerre en Afghanistan et en Irak

Il semble se confirmer que les attaques contre les tours new-yorkaises et contre le ministère de la guerre américain du 11 septembre 2001, soient l'œuvre du groupe islamiste fondamentaliste Al-Qaïda, dirigé par Bin Laden qui réagirait ainsi par justification religieuse contre le gouvernement américain, car d'une part, celui-ci permet que continue la souffrance des Palestiniens en soutenant l'état d'Israël, même dans ses actions injustes, et d'autre part, il refuse le retrait des bases militaires américaines installées en Arabie Saoudite. Et, si c'est le cas, le gouvernement américain, en plus de mener devant les tribunaux les responsables des crimes commis le 11 septembre 2001, devrait modifier sa politique internationale tant en Palestine que dans le monde entier et cesser cette politique arrogante et injuste -politique menée au nom des intérêts américains- comme si le monde entier devait se sacrifier en leur faveur.

Mais ce n'est pas ce que le gouvernement américain a fait. A la fin de l'année 2001, avec le soutien du Conseil de Sécurité des Nations Unies, les Etats-Unis ont fait la guerre à l'Afghanistan sous prétexte que Bin Laden y résidait, et sous prétexte de combattre le terrorisme. Il a été facile à l'armée américaine de vaincre le régime religieux fondamentaliste des Talibans tant il était impopulaire.

Pourtant, pendant la guerre en Afghanistan, le gouvernement américain n'a pas respecté la loi internationale des prisonniers de guerre. Il leur a nié ce statut, les faisant déporter hors de l'Afghanistan, dans de lointaines bases militaires comme Guantanamo, à Cuba, où ils sont indéfiniment maintenus prisonniers sans leur reconnaître de droit de défense. Lorsque en Afghanistan, la guerre a cessé de mobiliser un grand nombre de soldats, le gouvernement américain s'est tourné vers l'Irak, pays de grandes réserves pétrolières après l'Arabie Saoudite, sous prétexte que l'Irak possédait des armes de destruction massive et sous prétexte de combattre le terrorisme soutenu par l'Irak. L'argumentation n'a convaincu ni l'opinion publique internationale ni les gouvernements de certains pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Malgré la forte pression américaine en faveur de la guerre en Irak, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a considéré qu'il n'y avait pas de raisons pour faire la guerre.

Le gouvernement des Etats-Unis en dépit de cela, a déclaré la guerre et a fait la guerre illégalement à l'Irak, soutenu par des pays anglo-saxons, parmi lesquels l'Angleterre, et quelques autres, et ce, même si la guerre contre un pays souverain ne peut avoir lieu qu'en cas de légitime défense (art 51 de la Charte de l'ONU). En dehors de la légitime défense, seul le Conseil de Sécurité des Nations Unies peut autoriser la guerre et seulement après vérification de l'existence d'une menace pour la paix, ou rupture de la paix, ou acte d'agression (art 39 et 42 de la Charte).

La campagne militaire semblait facile au gouvernement américain. Fort de cela, le gouvernement américain a prononcé des déclarations qui annonçaient de futures

déclarations de guerre à la Syrie (sous la pression d'Israël), à l'Irak (pour dominer ses réserves pétrolières) et à la Corée du Nord (pour montrer pouvoir sur un pays limitrophe à la Chine). La campagne militaire en Irak a démontré que, pour conquérir un pays, la supériorité militaire ne suffit pas. Il faut que la population accepte l'occupation militaire. Cela ne s'est pas produit en Irak, et ne se produit toujours pas. L'occupation militaire de l'Irak est précaire et oblige la présence de près de 150 000 soldats et d'énormes dépenses financières. C'est pourquoi le gouvernement américain n'a pas commencé la guerre contre l'Irak et la Syrie. La manutention de 150 000 militaires en Irak ne permet pas d'élargir la guerre à d'autre pays sans risque d'opposition de l'opinion publique américaine et de l'aggravation de l'énorme déficit des recettes publiques.

Concernant le respect des droits de l'homme, le gouvernement américain a permis que les prisonniers irakiens soient victimes de tortures, de traitements dégradants, comme ce fut le cas dans la prison de Abus Graib et ailleurs.

Il ne faut pas être arrogant

Bien que les Etats-Unis soient un pays puissant, ce n'est pas pour autant qu'ils doivent cesser de respecter le droit international, et penser pouvoir le violer sans en souffrir les conséquences. Dans le monde, que ce soit les milliards de pauvres ou bien les habitants de pays riches, toutes les personnes à esprit critique qui s'informent en lisant la presse, en regardant la télévision et en écoutant les radios, cherchent à comprendre ce qui est dit, ce qui est tu, ce qui est déformé et les raisons pour lesquelles cela est fait. Et ces personnes n'acceptent pas la politique internationale conduite en faveur des intérêts américains sans respect ni pour le droit international, ni pour l'Organisation des Nations Unies, et de plus sans tenir compte ni des valeurs éthiques ni des droits de l'homme.. La révolte et le désespoir de plusieurs millions de personnes dans le monde qui souffrent et qui sentent l'injustice de la politique internationale américaine les empêchent de se taire. Même un juif connu (Noam Chomsky) a reconnu :«L'histoire des Etats-Unis n'est pas belle. Ils ont décimé la population originaire de l'Amérique (les Indiens). Ils sont entrés brutalement au Mexique et ont commis des atrocités horribles en Amérique Centrale et aux Caraïbes. Ils sont aussi allés aux Philippines tuer un demi million de personnes»

Le prétexte du combat contre le terrorisme

Le gouvernement des Etats-Unis en arrive à justifier des actions de force par des arguments futiles pour imposer ses intérêts. L'invasion en Irak a eu pour prétexte l'éventuelle nécessité d'éliminer les armes de destruction massive. Comme ces armes n'existaient pas, les raisons alors avancées ont été la probable possibilité d'en acquérir, et le soutien au terrorisme, sans prendre la précaution de définir le concept du terrorisme.

En réalité, qu'est-ce que le terrorisme ?

Il s'agit d'une étiquette, que les plus puissants collent aux plus faibles qui s'opposent à eux, dans l'intention de les diffamer. Les soulèvements des peuples africains contre la domination coloniale étaient perçus comme du terrorisme pour les colonisateurs. La résistance des Palestiniens à l'occupant israélite est vue comme du terrorisme par l'état d'Israël. Les attaques contre les installations militaires américaines, hors de leur pays, par les opposants à leur présence sont vécues comme du terrorisme par les Etats-Unis.

Les Nations Unies ont tenté de définir le «terrorisme» afin qu'il n'y ait pas dans les conflits d'agressions contre des civils innocents. Mais il n'y a pas encore de définition internationalement reconnue, car le gouvernement des Etats-Unis et d'Israël souhaitent que la définition soit en conformité avec leurs intérêts.

Il est inacceptable que le gouvernement américain invoque la nécessité de combattre le terrorisme pour justifier les agressions contre d'autres pays tant que le concept de terrorisme n'est pas défini dans le cadre du droit international.

Il faut en tirer les leçons pour le futur

Sous prétexte de répondre aux terribles événements du 11 septembre 2001 et de combattre le terrorisme, le gouvernement des Etats-Unis a mis en place un réseau militaire permanent de vigilance en marge de l'Organisation des Nations Unies, s'autorisant le droit de faire la guerre à des pays qu'il accuse de contrarier ses propres intérêts américains, tel qu'en Irak, où depuis le printemps 2003, il fait la guerre au peuple d'Irak, en y détruisant son économie, en provoquant la mort de milliers de victimes et qu'il menace aussi la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord de leur faire la guerre. La globalisation financière, économique et de l'information est en train d'être menée d'une main policière militaire américaine, en marge du droit international. Il est temps que le gouvernement américain réfléchisse. Mais il ne l'a pas encore fait. Le désir irrationnel de vengeance, l'esprit de croisade et de domination mondiale ont vaincu, ajoutant encore plus de morts aux déjà morts, plus de crimes aux crimes, et augmentant le désespoir de tous ceux qui sont toujours dans l'attente de la justice.

Sur le plan des droits de l'homme, le gouvernement des Etats-Unis a réintroduit ce que l'on pensait définitivement écarté: la prison sans raison valable, pour un temps indéfini, sans droit de défense, la pratique de l'humiliation et de la torture des prisonniers, la création «d'îles» de «non-droit» dans lesquelles sont maintenus ceux qui s'opposent, leur niant un statut de prisonnier de guerre et le droit à la défense.

Suivant cette politique de non respect du droit international, le gouvernement des Etats-Unis pourrait faire que son pays récolte à nouveau le fruit amer de l'injustice, même plus amer que celui récolté lors de la stupéfaction du 11 septembre 2001.

Ce que le président américain Bush a déclaré en se référant à Bin Laden, «comme au temps du Far West (des cow-boys) où l'on recherche mort ou vif» est un mauvais présage. Ne le trouvant pas, ou ne voulant pas le retrouver, ni vivant ni mort, malgré le colossal pouvoir militaire, économique et technologique, le gouvernement américain continue à s'accorder le droit d'intervenir par la force là où il le décide, en invoquant à la fois ses intérêts et la lutte contre le terrorisme, terrorisme qu'il fomenté chaque fois davantage par son arrogance et par ses actions unilatérales.

Le fondamentalisme islamique le plus rétrograde né en Arabie Saoudite, dans la deuxième moitié du 20ème siècle, soufflé et organisé par les gouvernements successifs américains dans le cadre de la Guerre Froide est bien le contrepoint de la politique actuelle du gouvernement américain. Tels Diable et Grand Satan, ils mènent la danse infernale dont les victimes sont les peuples du monde.

